

Département
de Seine-et-Oise

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Elections Législatives
de Novembre 1962

3^e CIRCONSCRIPTION
St-Germain-Rueil-Malmaison

GEORGES GALLIENNE



Maire de Chambourcy
Commandeur de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre 1914-1918

et son remplaçant éventuel :

Marcel NOUTARY

Maire-Adjoint de Rueil-Malmaison
Croix de Guerre 1939-1945
Médaille des Evadés
Engagé volontaire
dans les Forces Françaises Libres

CANDIDAT UNIQUE DE L'UNION DES RÉPUBLICAINS

pour la 3^e Circonscription Saint-Germain-Rueil-Malmaison

Est désigné :

pour le **Centre National des Indépendants et Paysans** par **André MIGNOT**, Député-Maire de Versailles ;
pour le **Mouvement Républicain Populaire**, par **Adolphe CHAUVIN**, Sénateur de Seine-et-Oise, Maire de Pontoise ; et **Alain POHER**, Sénateur de Seine-et-Oise, Maire d'Ablon ;
pour le **Parti Libéral Européen**, par **Jean-Paul DAVID**, Député-Maire de Mantes-la-Jolie ;
pour le **Parti Radical**, par **Jacqueline THOME-PATENOTRE**, Député-Maire de Rambouillet ;
pour le **Parti Socialiste S.F.I.O.**, par **Pierre METAYER**, Député de Seine-et-Oise ;
pour le **Rassemblement Démocratique** par **Edouard BONNEFOUS**, Sénateur de Seine-et-Oise

Madame,
Monsieur,

Désigné comme candidat unique pour l'ensemble des partis républicains, j'ai fait mien le programme d'action qu'ils ont élaboré en commun et que je défendrai au Parlement si vos suffrages font de moi votre député.

SOUTENIR UN GOUVERNEMENT DE LEGISLATURE POUR EMPECHER LE RETOUR A L'INSTABILITE MINISTERIELLE.

L'instabilité gouvernementale a, sous la 4^e République, conduit la France aux pires difficultés. Elle ne doit à aucun prix renaître. La conduite du pays exige la stabilité ministérielle : la chute d'un gouvernement doit donc entraîner le retour des députés devant leurs électeurs.

ŒUVRER POUR LA RECONCILIATION DES FRANÇAIS.

Au cours de ces dernières semaines le pays vient d'être profondément divisé, sentimentalement et géographiquement. Si elle s'aggravait, cette division porterait inévitablement atteinte à l'influence extérieure de la France, comme elle compromettrait gravement notre redressement, qui subit déjà de sérieuses menaces.

Il faut donc que les Français retrouvent leur unité autour du Président de la République, arbitre de la Nation ; autour d'un Gouvernement qui gouverne ; autour d'un Parlement issu de la volonté nationale et dont les avis doivent être écoutés et le contrôle accepté.

ASSURER LA DEFENSE DE TOUTES LES LIBERTES ET LE RESPECT ABSOLU DU DROIT DES PERSONNES EN CONDAMNANT TOUT AUTANT LES MESURES D'EXCEPTION QUE LES ACTES DE VIOLENCE DE L'O.A.S.

La plus haute juridiction de la Nation : le Conseil d'Etat, vient de condamner formellement un tribunal d'exception. La justice doit être impitoyable et rapide vis-à-vis des fauteurs de troubles. Mais la justice doit aussi assurer à l'homme toutes les garanties et pour cela retrouver ses grandes traditions, honneur de la justice française.

RETABLIR L'OBJECTIVITE DE LA RADIO ET DE LA TELEVISION.

L'abus de l'usage de la Radio et de la Télévision par le gouvernement pour sa propagande officielle est flagrant. Des reporters de la R.T.F. ont été sanctionnés pour leur attitude libérale. La Radio et la Télévision, dont les dépenses sont couvertes par les usagers, doivent redevenir un moyen d'information générale et cesser d'être un élément de propagande gouvernementale.

METTRE UN TERME AUX DEPENSES DE PRESTIGE ET NOTAMMENT A CELLE D'UNE FORCE DE FRAPPE EXCLUSIVEMENT NATIONALE.

La création d'une force de frappe exclusivement nationale coûtera plusieurs centaines de milliards. Malgré la fin de la guerre de l'Algérie, elle entraîna dans le projet de budget de 1963, une lourde augmentation des dépenses militaires. Achevée, elle ne représenterait que deux pour cent de la force de frappe de chacun des deux grands blocs de l'Est et de l'Ouest.

Les fastueuses et incessantes réceptions de ces dernières années coûtent fort cher aux contribuables. Utilisées à d'autres investissements plus immédiatement nécessaires, ces sommes permettraient en France, et en particulier dans notre Département, des travaux et des constructions indispensables : Ecoles, Logements, Hôpitaux, Routes, Ponts (ceux de Chatou et de Croissy-Bouguival ne sont toujours pas commencés), Assainissement (la pollution de la Seine présente dans la traversée de notre région des inconvénients graves pour la population riveraine), Equipement sportif et scolaire (gymnases, piscines et stades), Sauvegarde des espaces verts, protection des sites et reboisement de nos forêts.

REALISER UNE REPARTITION PLUS EQUITABLE D'UNE ECONOMIE EN EXPANSION ET ELEVER LE NIVEAU DE VIE DE TOUS.

L'augmentation de certains salaires anormalement bas est une nécessité. L'élévation incessante du coût de la vie, plus de 6,6 % au cours de ces derniers mois et dont témoignent encore celles toutes récentes du prix du lait, du pain, du sucre et de tant d'autres produits essentiels, réduit le niveau de vie de trop de nos concitoyens, dont la consommation n'a augmenté que de 8 % depuis 1958, contre 24 % au cours des quatre années précédentes, soit trois fois moins. La tâche de la femme en est devenue de plus en plus lourde et difficile. L'expansion de notre économie devrait pourtant, si elle était mieux dirigée, permettre un accroissement du niveau de vie de tous.

DONNER AUX JEUNES FRANÇAIS TOUTES LEURS CHANCES, QUELS QUE SOIENT LEURS MOYENS MATERIELS FAMILIAUX.

Il était facile de prévoir que l'augmentation du nombre des naissances entraînerait celle des élèves ! Combien de parents et d'étudiants de notre région ont eu à faire face, à la rentrée d'octobre, à des problèmes quasi-impossibles à résoudre.

Le nombre des établissements scolaires doit être augmenté, en particulier dans le cadre de l'enseignement technique. Parmi eux le Lycée Agricole de Saint-Germain doit être rapidement construit, comme d'autres Etablissements scolaires dans la grande ville de Rueil.

Il faut donner aux jeunes la possibilité de poursuivre leurs études dans des conditions normales. Ils sont l'avenir et le capital de notre pays. Il faut penser à eux.

REPRENDRE LA CONSTRUCTION POLITIQUE D'UNE EUROPE INTEGREE.

Le monde était jadis composé d'Etats plus ou moins importants et la profonde division de l'Europe nous a valu les deux grandes guerres mondiales. Depuis 1945 la situation a heureusement évolué et le Marché Commun a puissamment contribué au redressement français et à notre expansion internationale.

Cette intégration, actuellement abandonnée par la France sur le plan politique, doit être vigoureusement reprise. Dans une Europe politique intégrée, la France doit jouer un rôle de premier plan. Mon expérience des réunions internationales me permet de l'affirmer.

MAINTENIR LA COHESION DE NOS ALLIANCES AU SEIN DU PACTE ATLANTIQUE GARANT DE LA PAIX.

Le pacte atlantique assure depuis sa création la garantie de notre sol. Mais la France doit remplir dans l'O.T.A.N. le rôle qui est le sien, et pour cela y augmenter son potentiel militaire, en particulier par le retour dans le cadre de l'alliance atlantique de ses forces aériennes et navales.

Tel est, simplement résumé, le programme élaboré par l'ensemble des formations républicaines groupées en Seine-et-Oise, dans le cadre de l'UNION DES REPUBLICAINS, et dont mon remplaçant éventuel et moi-même sommes le CANDIDAT UNIQUE dans la 3^e Circonscription de SAINT-GERMAIN - RUEIL-MALMAISON.

Je m'engage à appliquer ce programme.

N'appartenant à aucun parti politique, je suis pourtant le candidat unique des partis républicains.

S'ils m'ont ainsi choisi, c'est je pense en raison de ma connaissance des problèmes économiques et sociaux de notre région. Je vis en effet au milieu de vous depuis 17 ans et ma gestion municipale m'a permis de me rendre compte de vos difficultés, et parmi elles, celles que la femme doit surmonter jour après jour pour la bonne marche de son foyer. Il en est de même de mon remplaçant éventuel.

Face à ses besoins, notre Circonscription doit avoir au Parlement un député largement ouvert à l'action municipale et dont les votes (Lois Agricoles, Anciens Combattants, Force de Frappe, etc...), ne soient pas influencés par l'appartenance à un parti.

Je puis être le vôtre.

Vu le Candidat : Georges GALLIENNE